

**M. Lewis:** Monsieur l'Orateur, je ne doute pas que la liste canadienne est longue. On peut être d'accord avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour ne pas lier ces questions à la surtaxe mais est-ce que le premier ministre, ou les autres ministres, ne pensent pas que quelques-uns des griefs ressentis par les Américains sont entrés en ligne de compte au cours des discussions sur la surtaxe, sans en être nécessairement les conditions préalables? Simplement comme éléments des discussions sur la surtaxe. N'est-ce pas?

• (2.30 p.m.)

**L'hon. M. Sharp:** La meilleure réponse, monsieur l'Orateur, serait peut-être celle qu'a donnée le porte-parole du département d'État américain. Selon lui, les États-Unis n'ont présenté au Canada aucune liste de conditions précises pour la suppression de la surtaxe de 10 p. 100 sur les importations en provenance du Canada.

**M. Lewis:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je permets au député de poser une autre question complémentaire, ensuite la parole ira au député de Témiscamingue, également pour une question complémentaire.

**M. Lewis:** Monsieur l'Orateur, étant donné la nature fort précise des propos dont nous a fait lecture le secrétaire d'État aux Affaires extérieures portant que les États-Unis n'ont produit aucune liste de conditions en vue de la suppression de la surtaxe et compte tenu du fait que ni le ministre ni le premier ministre n'ont reçu de communication du Secrétariat du Trésor américain, puis-je demander à nouveau au ministre si le gouvernement songe à renseigner la Chambre et la population canadienne quant à la nature des débats en cours au lieu de nous forcer à écouter ceci et cela. Il importe que nous soyons au courant de ce qui se passe entre les deux gouvernements.

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, je suis sûr que si je donnais une réponse complète maintenant, celle-ci serait contraire au Règlement. Je ferai remarquer au député que nous n'avons été avisés à aucun moment que les États-Unis nous exempteraient de la surtaxe au cas où nous donnerions suite à une de leurs demandes. Il y a effectivement, je le répète, une liste de questions que les Américains aimeraient discuter avec nous et au sujet desquelles ils voudraient obtenir gain de cause, mais, nous aussi, nous avons une liste de questions à propos desquelles nous espérons obtenir gain de cause.

LA SURTAXE AMÉRICAINE SUR LES IMPORTATIONS—  
PROGRAMME EN VUE DE DÉTOURNER NOTRE COMMERCE  
VERS D'AUTRES PAYS

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Pour pallier la situation causée par l'imposition de la surtaxe américaine de 10 p. 100, l'honorable ministre dit que le Canada a également une liste de sujets qui peuvent être négociés, mais n'a-t-on pas établi un processus quelconque qui, en plus de pallier cette situation, orienterait

notre commerce un peu plus vers les marchés de l'U.R.S.S. et de la Chine communiste?

[Traduction]

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, je ne pense pas qu'il y ait jamais eu un gouvernement qui se soit autant efforcé d'étendre les débouchés des produits canadiens. Je songe au ministre de l'Industrie et du Commerce qui s'est rendu en Chine, tout comme le premier ministre s'est rendu en Russie. Le ministre des Finances, le ministre de l'Industrie et du Commerce et moi-même avons visité l'Europe à de nombreuses reprises en vue de trouver de nouveaux débouchés pour notre industrie et nous avons réussi.

**Des voix:** Bravo!

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

[Français]

**M. Caouette:** Monsieur le président, l'honorable ministre serait-il en mesure de dire s'il n'existe pas déjà un programme tendant à ce qu'on se retire du marché américain pour s'orienter plutôt vers ceux de l'U.R.S.S. et de la Chine communiste?

[Traduction]

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, je me souviens de l'histoire assez regrettable des efforts qu'avait faits un ancien premier ministre en vue de détourner le commerce des États-Unis vers la Grande-Bretagne. Ce n'est pas là une expérience que je tiens à refaire.

LES MESURES ÉCONOMIQUES AMÉRICAINES—LES  
COMMUNICATIONS TRUDEAU-NIXON—LE  
GOUVERNEMENT ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre? S'est-il mis en contact, par correspondance ou par téléphone, avec le président Nixon, afin de s'assurer que ce dernier se rendait bien compte des répercussions très graves que va avoir son programme économique sur l'économie de notre pays?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur, ni par correspondance, ni par téléphone.

**M. Baldwin:** Et par télépathie?

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Hees:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné qu'il semble y avoir fort peu de chances pour que la surtaxe américaine de 10 p. 100 soit abolie avant bien des mois, le gouvernement a-t-il l'intention de mettre en œuvre un programme destiné à créer des emplois du même genre que celui qu'a annoncé, en fin de semaine, le premier ministre de l'Ontario, M. Davis...

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Hees:** ... et qui, sur une base nationale, créerait plus de 100,000 emplois?

**Des voix:** Bravo!